

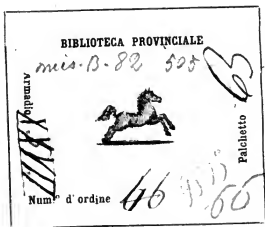
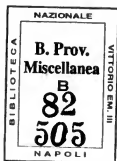
DISCOURS
DE NAPOLEON

N. 21

LE

v.
nea

VITTORIO EM. III



DISCOURS

PRONONCÉ

PAR SON ALTESSE IMPÉRIALE

LE PRINCE NAPOLEON

Le 15 Mai 1865

POUR L'INAUGURATION DU MONUMENT ÉLEVÉ
DANS LA VILLE D'AJACCIO

A NAPOLEON I^{er} ET A SES FRÈRES



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALLIE D'ORLÉANS.

1865

Tous droits réservés.



DISCOURS

PRONONCÉ

PAR S. A. I. LE PRINCE NAPOLEÓN



Chers concitoyens,

Nous inaugurons aujourd'hui un monument élevé, dans le berceau de sa famille, à Napoléon et à ses quatre frères. Cette manifestation a un caractère que j'aime à constater.

Si dans notre vaste empire s'élèvent déjà de nombreux monuments de la reconnaissance publique, celui-ci se distingue entre tous, parce qu'il est le produit des souscriptions volontaires de la ville d'Ajaccio, de la presque totalité de nos conseils généraux et d'un grand nombre de citoyens, sans intervention de l'État.

L'Empereur Napoléon III a voulu y contribuer ; il nous en a donné le bronze provenant des canons de nos armées victorieuses.

J'éprouve une grande joie à me trouver parmi ces enfants de la Corse, si bien faits pour me comprendre ; nos idées, nos sentiments, inspirés par notre attachement à la pensée napoléonienne, au progrès, doivent se confondre ; vous êtes toujours dignes, par votre amour de la liberté, de cet éloge que les Romains faisaient de vos pères : « On peut tout faire d'un Corse, hormis un esclave. »

Vous n'attendez pas de moi que je vous retrace l'histoire de la famille des Napoléons ; quelle que soit l'étude approfondie que j'en ai faite, cette tâche serait au-dessus de mes forces. Je ne puis suivre ce glorieux météore qui, né dans cette Ile, eut pour refuge cette Ile voisine que le soleil étincelant nous montre à l'horizon, et vint s'éteindre dans les brumes de l'Océan, à Sainte-Hélène, ce triste rocher d'un autre hémisphère. Je veux me borner à rechercher quelques points saillants de ces existences qui ont résumé pendant quinze ans l'histoire du monde civilisé. Je tâcherai d'en dégager la philosophie, la vraie tradition napoléonienne.

Les grands hommes utiles à leur temps sont les précurseurs de l'avenir ; ils prévoient, ils éclairent les destinées de l'humanité, semblables à la foudre qui, dans les orages, illumine subitement des paysages obscurs. Recueillir ces rayons lumineux, rassembler les enseignements épars, soit pour éviter les fautes passées, soit pour mieux insister sur les résultats obtenus et les développer, c'est là l'étude à laquelle il importe de se livrer, l'hommage que les grands hommes attendent de leurs descendants.

Dire ce qu'a voulu, ce qu'a pensé Napoléon I^{er}, suivre ses traditions, non dans les petites choses, mais dans les grands traits de ces quinze ans pendant lesquels la France a été éblouissante de pouvoir, de grandeur et de gloire ; dégager l'idée de Napoléon sur les questions, encore irrésolues, qui agitent et préoccupent les générations actuelles, c'est là le programme indiqué par les circonstances mêmes qui m'amènent au milieu de vous.

La famille Bonaparte, au milieu des guerres civiles de la Corse, appartenait toujours au parti patriote ; avec Paoli contre les Génois d'abord, pour la France plus tard, quand l'ambition et les séductions de l'Angleterre eurent égaré cet homme illustre. Nos rivages, nos montagnes sont remplis de ces souvenirs, et je retrouve avec bonheur autour de moi les descendants de ceux qui, dès lors, étaient nos plus fidèles amis.

Napoléon aimait à se rappeler cette histoire des premiers jours ; ce n'est pas sans une vive émotion qu'on le voit, surtout dans sa captivité, en évoquer les souvenirs avec les moindres détails.

Au faite des grandeurs, entouré de flatteurs, il eut le bon sens de ne pas céder à de frivoles vanités, et, ne suivant pas l'exemple de César, qui voulait faire remonter sa généalogie aux dieux, il disait à ceux qui voulaient lui montrer l'ancienneté de sa famille : « Ma no-

blesse date de Marengo. Soldat, magistrat et souverain, je dois tout à mon épée et à l'amour du peuple. »

Joseph fut l'ami le plus intime de ses jeunes années ; l'âge les rapprochait. La famille, victime des troubles civils, était pauvre ; chacun de ses membres devait se chercher une carrière. Joseph, destiné à entrer dans les ordres, s'y refusa au moment de s'y engager. Dès lors, nous voyons son caractère se dessiner comme l'histoire nous le dépeint plus tard : bon, doux, d'un esprit cultivé, avec une préférence marquée pour les lettres ; Joseph montre une philosophie libérale et élevée, qui ne l'abandonna jamais, ni sur le trône de Naples, ni dans les agitations de son gouvernement d'Espagne accepté par lui contre son gré, ni surtout dans les longues épreuves de l'exil.

Plus heureux que Napoléon, il parvint, après nos désastres, à passer en Amérique. Rien n'est touchant comme les lettres où l'on voit les deux frères rêver leur réunion sur cette terre libre. Joseph revint en Europe au bruit de la révolution de 1830. Il devait croire, il croyait que la France rappelait les Napoléons ; mais le vote populaire ne fut pas consulté, la dynastie demeura proscrite ; Joseph est mort dans l'exil.

Le point de départ de la gloire militaire de Napoléon fut Toulon. S'élançant du fort du Petit-Gibraltar, il parcourut, à la tête de ses soldats incomparables, toutes les capitales de l'Europe. Son passage est marqué par les mots magiques de ces batailles de géants : Lodi, les Pyramides, Marengo, Austerlitz, Iena, Friedland, Eylau, Somosierra, Wagram, la Moskowa, Bautzen, Montmirail, qui ont exalté notre enfance et sont la consolation des patriotes, dans les temps de douleur !

Vendémiaire fut le point de départ de sa carrière politique. Nous aimons à voir le jeune général commandant en second l'armée de Paris, sauver la Convention et affermir ainsi notre révolution près de succomber sous les coups des royalistes et des réactionnaires. Dans sa longue carrière, au milieu de tous les événements, jamais il ne se trouva plus en face du triste devoir de faire couler le sang français, si toutefois ils étaient encore Français ces hommes qui, attaquant la révolution, pactisaient avec l'étranger.

Les campagnes d'Italie développent Napoléon. C'est sur le champ de bataille de Lodi qu'il eut le pressentiment de sa destinée et qu'il l'entrevit pour la première fois. L'Égypte fut une grande diversion qui devait répandre sur lui une couleur si vive et si poétique. Les sol-

datés de l'avenir allant fouiller avec leurs baïonnettes le sable et les monuments cent fois séculaires de l'Égypte, ces restes les plus antiques de la civilisation humaine, il y a là quelque chose d'étonnant, de séduisant qui se représente rarement ainsi dans la vie de Napoléon. Alexandrie est le seul point où Napoléon se rencontre avec ses émules, Alexandre et César. Il me semble qu'il y a dans ce rapprochement matériel sur la terre des Pharaons un effet bien singulier du sort.

Du 18 brumaire date son élévation au pouvoir suprême : la révolution se débattait et périssait dans l'anarchie ; elle se trouva oraisée en moins d'une année, en quelques mois, avec une rapidité et une sûreté de combinaison dont la raison demeure confondue. Depuis, Napoléon n'a plus rien eu à demander à la France : consul, consul à vie, empereur, l'histoire le constate, c'est le peuple français qui s'est toujours jeté dans ses bras et qui l'a comblé de plus de pouvoir qu'il n'en voulait lui-même.

La période du Consulat est une des plus grandes de la vie de Napoléon ; mais elle m'a toujours semblé une époque transitoire où Napoléon s'occupe plutôt du présent qu'il ne prépare l'avenir. Cette phase étonnante éblouissait tous les esprits qui cherchaient vainement le but du chef. La France aura-t-elle son Washington ? Sera-t-elle condamnée à n'avoir qu'un Monck ? Non, la France aura son Napoléon. Le grand homme, dissipant tous ces nuages, dit : « Les destinées de la France sont entre mes mains ; elles y resteront. »

C'est dans les guerres d'Italie et d'Égypte que commence la carrière de Louis. Napoléon élève lui-même son jeune frère, qui s'y conduit en brillant et habile officier.

Lucien s'était déjà montré orateur et homme d'État pendant les premières années de la révolution ; il assure le succès du 18 brumaire et devient ministre de l'intérieur, quand son mariage le sépare de son frère.

A partir de cette époque, le caractère de Napoléon s'affirme, ses traits saillants sont : l'équilibre des facultés, la fermeté, l'activité ; ses qualités militaires en font le plus grand homme de guerre ; mais il a dans toutes les connaissances humaines une supériorité relative qui lui permet de s'occuper de tout, de n'être étranger à rien. Cet ensemble et cet équilibre frappent en lui le penseur. Ce qu'il ne sait pas, il le devine ; sa lettre à Fulton en est un exemple.

L'avenir de la vapeur ne préoccupait alors aucun esprit. Il écrit au ministre de l'intérieur, du camp de Boulogne.

« Je viens de lire le projet du citoyen Fulton, ingénieur, que vous « m'avez adressé beaucoup trop tard, en ce qu'il peut changer la face « du monde. »

Il renvoie ce projet à l'examen de l'Institut, et termine ainsi :

« Tâchez que tout cela ne soit pas l'affaire de plus de huit jours, « car je suis impatient. »

Cette prévision est bien frappante : « Une découverte qui changera la face du monde. » La prédiction s'accomplit quarante ans après la mort de Napoléon !

Sa fermeté inébranlable venait-elle de sa confiance dans le sort ou dans son propre génie ? Jamais elle ne l'abandonna, non-seulement dans le malheur, mais, ce qui est bien plus rare, dans le succès ; car la faiblesse de l'homme le porte encore plus à s'arrêter dans le triomphe qu'à se raidir contre la mauvaise fortune. Le gain des batailles n'est pas tout ; c'est à la poursuite de l'ennemi vaincu, c'est à la manière dont ils savent tirer parti de la victoire que l'on juge les vrais vainqueurs. Il dit à ses lieutenants et à la fortune qu'il semble subjugué : « Encore ! encore ! » Dans la campagne de France, cet homme est partout, soldat, général. A Sainte-Hélène même, il ne désespère pas, il attend un navire libérateur ; c'est le secret d'une longue-vue qu'il avait fait fixer dans son volet, orientée sur l'Europe.

Son activité n'a pas de limites. S'il a le droit de tout faire, il se sent le devoir et la puissance de tout faire ; la clarté, la précision sont ce qui domine dans ses lettres ; toujours une franchise parfois brutale, qui peut paraître choquante quand on ne l'envisage pas dans son ensemble et qu'on ne réfléchit pas aux circonstances dans lesquelles il écrivait.

Expliquant l'action d'un grand homme, il disait, avec une éloquence reconnue par ses adversaires mêmes :

« Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le renferme toujours « dans son sein ; mais quelquefois il tarde à paraître. En effet, il ne « suffit pas qu'il existe, il faut qu'il soit connu, il faut qu'il se cou- « naisse lui-même. Jusque-là, toutes les tentatives sont vaines, « toutes les menées impuissantes ; l'inertie du grand nombre pro- « tège le gouvernement nominal ; et, malgré son impéritie et sa fai- « blesse, les efforts de ses ennemis ne prévalent point contre lui.

« Mais que ce sauveur impatiemment attendu donne tout à coup
« un signe d'existence : l'instinct national le devine et l'appelle ; les
« obstacles s'aplanissent devant lui, et tout un grand peuple, volant
« sur son passage, semble dire : Le voilà ! »

Bonaparte devient Napoléon ; il dit : « Je n'ai point usurpé la cou-
« ronne ; je l'ai relevée dans le ruisseau, le peuple l'a mise sur ma
« tête ; qu'on respecte ses actes. »

La France réorganisée à l'intérieur est un point d'appui assez fort pour rayonner sur l'Europe. Napoléon croit la dictature nécessaire pour conquérir et unifier l'Europe, faire pénétrer partout, souvent par la force, les idées de la révolution qu'il représente ; chaque boulet français, en ébranlant un trône des anciennes monarchies, porte avec lui une idée de l'avenir. Napoléon a visé à la monarchie européenne, c'est incontestable ; à quoi servirait de le nier ? Il poursuit une unification politique et économique ; ses frères, sur les différents trônes, sont bien plus les représentants directs de la France, les initiateurs du nouveau régime européen que des rois indépendants. Son rêve était une confédération européenne. Le progrès des sciences et de l'industrie moderne l'ont réalisée sur quelques points. Mais les conquêtes sur la matière sont plus faciles que les conquêtes sur les passions et les préjugés de l'humanité.

Napoléon veut faire la guerre économique à l'Angleterre, il établit le blocus continental ; c'était la lutte imposée à toute l'Europe contre l'ennemi commun. Sans doute, c'était un système transitoire et non définitif ; sans doute, cette réunion des efforts contre l'Angleterre tendait à une unité européenne, mais nous ne pouvons nous dissimuler que le système continental est la vraie source des malheurs de l'empire. Rien n'arrête Napoléon ; son frère Louis quitte la couronne plutôt que de sacrifier l'intérêt du peuple hollandais, croyant que ses devoirs de nouveau roi dominaient ceux de Français ; il abdique et se retire dans la vie privée.

Le système continental détermine la guerre avec la Russie. Pendant qu'au midi l'Espagne épuise l'Empire, le climat du nord détruit la plus belle armée du monde.

Représentez-vous la situation de Napoléon en 1810 : il gouverne la France, qui a 130 départements, de Hambourg à Rome ; il gouverne le royaume d'Italie et les provinces illyriennes ; il règne par ses parents sur l'Espagne, la Hollande, la Westphalie, Naples ; il dirige la Confé-

dération du Rhin, dont il est le Protecteur ; il occupe et défend le grand-duché de Varsovie, ce noyau de la Pologne ; il est le Médiateur de la République helvétique.

Les finances de l'Empire sont prospères : Napoléon y a rétabli l'ordre, la régularité et l'honnêteté par une prévoyance, une prudence, une haine du vol et une habileté qui eut une si grande part dans ses succès. Cela est surtout remarquable, quand on songe combien la science économique était peu avancée de son temps relativement à l'essor énorme qu'elle a pris aujourd'hui. C'est dans cette branche des connaissances humaines que la société actuelle défie toute comparaison avec le passé et lui est véritablement supérieure. Avec une science financière imparfaite, il trouve moyen de rétablir le crédit, de payer ses armées innombrables ; il fait face à ses revers, et, en 1814, les étrangers trouvent dans les caves des Tuileries deux cents millions du domaine extraordinaire. Ce qui frappe le plus, en retraçant ces souvenirs, c'est que cette réalité se trouve si près de nous ; c'est que cette épopée dont nous avons peine aujourd'hui à embrasser les vastes horizons, nous n'en sommes séparés que par une génération. C'est le point culminant de sa puissance.

Ici se place son mariage avec une princesse autrichienne qui lui donne un fils, mais ne comprend pas ses nouveaux devoirs, le quitte avec la fortune, et lui fait rechercher une alliance contraire à nos traditions depuis Henri IV et Richelieu, contraire à nos intérêts, contraire à nos pas sions, parce qu'elle est opposée au génie même de la France. Jamais l'alliance autrichienne ne sera une politique française.

La liberté a fait défaut à l'Empire pendant dix ans ; mais les principes de la Révolution ont été sauvés ; ils nous sont acquis aujourd'hui ; le triomphe en était douteux et contesté par les récents excès mêmes de notre révolution et par l'opposition de l'Europe soumise encore à l'ancien régime. Ces principes, ce sont ceux de nos Codes : l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux, la tolérance religieuse, l'égalité devant la loi, la destruction du régime féodal, la souveraineté du peuple. Et ces principes, il les a tellement enracinés, que, malgré nos malheurs, nos défaites, malgré les étrangers et la dynastie qu'ils nous ont imposée, ils sont restés debout. N'est-ce donc rien ? Nous n'avons pas eu la liberté politique, mais tout ce qui la rend possible a été préparé, et l'édifice était vraiment prêt pour le couronnement de 1815.

Je rappellerai, en invoquant un souvenir presque personnel, que

Jérôme, roi de Westphalie, ne s'est jamais fait illusion sur sa royauté allemande ; comprenant que sa vraie gloire était dans sa soumission vis-à-vis de son frère et dans son dévouement à la France, il n'a cherché qu'à servir, avec abnégation, sa dynastie et son pays. La politique de l'Empereur à l'égard des souverainetés qu'il établissait dans sa famille est si bien définie dans une lettre qu'il écrivait à mon père, que je veux vous la lire.

« Fontainebleau, 13 novembre 1807.

« Mon frère, vous trouverez ci-jointe la constitution de votre
« royaume. Cette constitution renferme les conditions auxquelles je
« renonce à tous mes droits de conquête et à mes droits acquis sur votre
« pays. Vous devez la suivre fidèlement. Le bonheur de vos peuples
« m'importe, non-seulement par l'influence qu'il peut avoir sur votre
« gloire et la mienne, mais aussi sous le point de vue du système général de l'Europe. N'écoutez point ceux qui vous disent que vos peuples, accoutumés à la servitude, recevront avec ingratitude vos bienfaits. On est plus éclairé dans le royaume de Westphalie qu'on ne voudrait vous le persuader ; et votre trône ne sera véritablement fondé que sur la confiance et l'amour de la population. Ce que désirent avec impatience les peuples de l'Allemagne, c'est que les individus qui ne sont pas nobles et qui ont des talents aient un égal droit à votre considération et aux emplois ; c'est que toute espèce de servage et de liens intermédiaires entre le souverain et la dernière classe du peuple soit entièrement abolie. Les bienfaits du code Napoléon, la publicité des procédures, l'établissement des jurys, seront autant de caractères distinctifs de votre monarchie. Et s'il faut vous dire ma pensée tout entière, je compte plus sur leurs effets, pour l'extension et l'affermissement de votre monarchie, que sur le résultat des plus grandes victoires. Il faut que vos peuples jouissent d'une liberté, d'une égalité, d'un bien-être inconnus aux peuples de la Germanie, et que ce gouvernement libéral produise, d'une manière ou d'autre, les changements les plus salutaires au système de la Confédération et à la puissance de votre monarchie. Cette manière de gouverner sera une barrière plus puissante, pour vous séparer de la Prusse, que l'Elbe, que les places fortes et que la protection de la France. Quel peuple voudra se tourner sous le gouvernement arbitraire prussien, quand il aura

« goûté les bienfaits d'une administration sage et libérale? Les peuples d'Allemagne, ceux de France, d'Italie, d'Espagne désirent l'égalité et veulent des idées libérales. Voilà bien des années que je mène les affaires de l'Europe, et j'ai eu lieu de me convaincre que le bourdonnement des privilégiés était contraire à l'opinion générale. Soyez roi constitutionnel; quand la raison et les lumières de votre siècle ne suffiraient pas, dans votre position, la bonne politique vous l'ordonnerait. Vous vous trouverez avoir une force d'opinion et un ascendant naturel sur vos voisins, qui sont rois absolus.

« NAPOLEON. »

Jérôme se conforma aux conseils de l'Empereur. Mais l'entraînement des circonstances, les nécessités des grandes guerres de l'Europe détournèrent souvent Napoléon du programme qu'il avait tracé. Je tiens à honneur, pour la mémoire de mon père, de constater qu'il fit sans éclat, mais avec fermeté, entendre le langage de la raison à celui qu'il sut toujours reconnaître comme son chef et son maître.

3 décembre 1812.

« Sire, établi dans une position qui me rend la sentinelle avancée de la France, porté par inclination et par devoir à surveiller tout ce qui peut porter atteinte aux intérêts de Votre Majesté, je pense qu'il est convenable et nécessaire que je l'informe avec franchise de tout ce que j'aperçois autour de moi. Je juge les événements avec calme, j'envisage les dangers sans les craindre; mais je dois la vérité à Votre Majesté, et je désire qu'elle ait assez de confiance en moi pour s'en rapporter à ma manière de voir.

« J'ignore, Sire, sous quels traits vos généraux et vos agents vous peignent la situation des esprits en Allemagne; s'ils parlent à Votre Majesté de soumission, de tranquillité et de faiblesse, ils s'abusent et la trompent. La fermentation est au plus haut degré; les plus folles espérances sont actuellement caressées avec enthousiasme; on se propose l'exemple de l'Espagne; et, si la guerre vient à éclater, toutes les contrées situées entre le Rhin et l'Oder seront le foyer d'une vaste et active insurrection.

« JÉRÔME. »

Ces prédictions ne tardent pas à se réaliser; les peuples allemands

se soulèvent après l'anéantissement de notre armée en Russie ; les gouvernements, suivant l'exemple de la Prusse, nous trahissent successivement ; l'Autriche s'arme elle-même contre nous ; le peuple allemand s'insurge, séduit par les mots de liberté et d'indépendance que les rois font retentir dans son cœur ; mais il apprendra bientôt que ces promesses étaient une arme de guerre, un levier pour le soulever, un hommage perfide rendu à cet amour de la liberté sans lequel on ne fait pas de grandes choses durables, et le parjure des souverains de l'Europe vis-à-vis de leurs peuples date du jour de leur triomphe.

En vain, dans la campagne de France, les qualités militaires, le caractère de Napoléon brillent d'un éclat plus vif que jamais ; comme si ce n'était pas assez de l'Europe coalisée, du peuple allemand entraîné, les ennemis de l'intérieur, ces quelques hommes des classes élevées seulement qui, semblables aux oiseaux de proie venant s'acharner sur des blessés, se montrent toujours quand l'étranger attaque la France, se réunissent contre nous. Nous voudrions, pour l'honneur de l'humanité, pouvoir effacer de nos annales la conduite d'un petit nombre d'hommes élevés par Napoléon ; mais la postérité a enregistré ces défaillances pour les flétrir. Ces fonctionnaires qui s'excusent d'avoir servi Napoléon, disant que c'était pour mieux le trahir ; ces généraux pactisant avec l'ennemi, ces chefs égarés soi-disant libéraux, ce Sénat qui proclame sa déchéance au nom de la liberté qui a toujours été méconnue sous son inspiration et ses propositions : tout ce lugubre tableau arrache à Napoléon ces paroles : « Les blancs sont toujours blancs. » Détournons les yeux avec dégoût ; ou plutôt, non, il faut nous souvenir : c'est un enseignement pour l'avenir.

Napoléon, trahi et vaincu, abdique à Fontainebleau.

Il est bien difficile de juger cette phase de l'Empire ; avec nos idées actuelles, nous pouvons à peine comprendre l'immensité de ce programme ; il peut nous paraître chimérique, et on est tenté parfois de se rappeler cette définition de la déraison qui consiste, dit-on, dans la disproportion entre le but et les moyens pour l'atteindre. Mais pouvons-nous apprécier justement aujourd'hui les ressources du génie de Napoléon et nous rendre compte si, réellement, il ne pouvait atteindre à la hauteur de son but ? Cette question, je la pose sans essayer même de la résoudre ; elle appartient aux âges futurs.

Le grand Empereur tombé se retire à l'île d'Elbe. Pendant dix

mois il suit d'un œil attentif les événements politiques; il apprécie l'impopularité de la Restauration, la lutte qui se prépare entre les souverains et les peuples, l'opinion publique qui lui revient, et, par dessus tout, il réfléchit à l'avenir du monde; replié sur lui-même, il dégage la vérité et reconnaît que, si l'Empire a pu étonner le monde sans la liberté, la liberté est nécessaire à l'Empire pour accomplir sa mission.

Napoléon débarque à Caunes; le peuple et l'armée entière l'accablent; l'âme de la France vole au devant de lui, l'étreint et l'embrasse; le gouvernement des Bourbons, l'administration des émigrés, les généraux qui l'ont trahi, tout ce monde officiel disparaît et se dissipe, comme la neige fond devant le soleil; je ne connais pas de spectacle plus grand, il est unique.

On reconnaît le génie à ce que, d'un bond, sans transition, il arrive au but possible. Tel est le caractère de l'Acte Additionnel de 1815, dont voici le préambule :

« Au palais de l'Élysée, le 22 avril 1815.

« NAPOLÉON, etc.,

« Depuis que nous avons été appelé, il y a quinze années, au gouvernement de l'État, nous avons cherché à perfectionner, à diverses époques, les formes constitutionnelles, suivant les besoins et les désirs de la nation et en profitant des leçons de l'expérience. Les constitutions de l'Empire se sont ainsi formées d'une série d'actes qui ont été revêtus de l'approbation du peuple. Nous avons alors pour but d'organiser un grand système fédératif européen, que nous avons adopté comme conforme à l'esprit du siècle et favorable au progrès de la civilisation. Pour parvenir à le compléter et à lui donner toute l'étendue et toute la stabilité dont il était susceptible, nous avons ajourné l'établissement de plusieurs institutions intérieures, plus spécialement destinées à protéger la liberté des citoyens. Notre but n'est plus désormais que d'accroître la prospérité de la France par l'affermissement de la liberté publique. De là résulte la nécessité de plusieurs modifications importantes dans les constitutions, sénatus-consultes et autres actes qui régissent cet Empire.

« A ces causes, voulant, d'un côté, conserver du passé ce qu'il y a de bon et de salutaire, et, de l'autre, rendre les constitutions de

« notre Empire conformes en tout aux vœux et aux besoins nationaux, ainsi qu'à l'état de paix que nous désirons maintenir avec l'Europe, nous avons résolu de proposer au peuple une suite de dispositions tendant à modifier et perfectionner ces actes constitutionnels, à entourer les droits des citoyens de toutes leurs garanties, à donner à son système représentatif toute son extension, à investir les corps intermédiaires de la considération et du pouvoir désirables; en un mot, à combiner le plus haut point de liberté politique avec la force et la centralisation nécessaires pour faire respecter par l'étranger l'indépendance du peuple français et la dignité de notre couronne.

« En conséquence, les articles suivants, formant un acte supplémentaire aux constitutions de l'Empire, seront soumis à l'acceptation libre et solennelle de tous les citoyens, dans toute l'étendue de la France. »

Ces articles nouveaux sont la consécration de toutes les conquêtes de la liberté moderne; ils résument l'expérience et la pratique des peuples les plus libres; c'est ce qui a fait dire à un historien, M. Thiers : « Jamais la liberté, toute la liberté qui est raisonnablement désirable, n'avait été plus complètement accordée à la France. »

Les faits répondent aux promesses. En face de l'Europe coalisée, jamais notre pays ne jouit de plus de liberté.

Mais il faut défendre la France contre la haine de l'Europe surexcitée par l'acclamation qui a ramené Napoléon de l'île d'Elbe; l'Empereur, avec une activité qui tenait du prodige, réorganise nos armées, approvisionne nos places fortes, réprime les troubles royalistes, se montre clément. Jamais la France n'a fait éclater plus d'enthousiasme. Napoléon, prévoyant une lutte suprême, adresse ces paroles mémorables à Benjamin Constant :

« Comme des hommes prêts à mourir, nous n'avons rien à nous déguiser. Si je tombe, les patriotes tomberont avec moi. Vous joueriez mal votre jeu, si vous me trahissiez. Après moi, vous tous révolutionnaires, vous seriez perdus. Je suis votre dernier dictateur. Méditez sur cela. »

Lucien accourt près de son frère; tout souvenir des dissentiments passés s'efface, le danger et l'amour du pays les réunissent. Noble exemple! Les vrais patriotes, parmi eux le général Carnot, accourent aussi près de l'Empereur; eux seuls comprennent bien leur de-

voir et l'instinct de la nation. Carnot, l'ancien membre du comité de salut public, l'homme qui a tant aimé la liberté, qui a voté contre l'Empire, est nommé ministre de l'intérieur; même après la défaite de Waterloo, il ne désespère pas, il vote contre l'abdication; et quand elle est décidée, il fond en larmes.

Jérôme, trouvant la surveillance des geôliers de l'Autriche où il est retenu prisonnier, arrive à Paris quelques jours avant la dernière bataille; il redevient soldat à Waterloo, où, dans le carré de la Garde impériale, alors que tout est perdu, Napoléon lui dit ces mots, récompense ineffable : « Mon frère, je vous ai connu trop tard. » La fatalité déjoue les plus hautes combinaisons du génie; la France est vaincue, le désastre complet!

Malgré nos défaites, pourquoi l'Empire de 1815 est-il resté populaire? Le peuple le sentait, c'était là l'Empire de l'avenir, c'était là la véritable alliance de la grandeur passée avec la liberté.

La vie de Napoléon ne serait pas complète : il faut, pour que sa race puisse se relever, que le malheur lui donne toutes les gloires auprès de ce peuple français si généreux; il faut que le martyr sanctifie son œuvre. La victoire était désormais impuissante, il l'avait épuisée. Après ce tourbillon prodigieux où l'action avait été tout, il fallait que le grand homme pût se recueillir et léguer à la postérité ses dictées de Sainte-Hélène. Leur valeur est reconnue; il suffit de les parcourir pour y voir le cachet de leur auteur; les dictées de Sainte-Hélène sont incontestablement l'œuvre de Napoléon.

Que des rhéteurs, des critiques intéressés disent que c'était un rôle que l'Empereur voulait prendre; que ce qu'il a dit et écrit pendant ces six années de martyre, il ne l'eût point appliqué : c'est faux! Mais qu'importe après tout? Peut-on nier que Napoléon voulût se montrer ainsi devant l'histoire, et ses commentaires ne sont-ils pas l'expression de ses pensées? Si Napoléon même n'était pas ce qu'il veut paraître à Sainte-Hélène, devons-nous moins considérer ce qu'il a écrit comme des conseils à ses descendants? C'est là qu'il faut rechercher ses idées et les traditions de sa race.

Le 5 mai 1821, il meurt en prononçant ces mots : « Tête! Affirmée! France! » Victime d'un climat meurtrier, des tortures imposées par ses geôliers, victime de sa grande âme elle-même, « qui a usé le fourreau », il succombe!

Napoléon est mort! Ces trois mots traversent les mers, arrivent en Europe; la fatale nouvelle est reçue avec un sourire de joie par les

souverains et les hommes d'Etat; délivrés enfin, ils ne craignent plus le grand revenant; le peuple de France, les peuples opprimés versent des larmes dans leur cœur. Napoléon est mort! mais son esprit lui survivra, il conduira pendant de longues années les idées du monde; sa mémoire éclairera les générations futures.

Un des points les plus saillants de l'Empire, c'est la politique extérieure. Cette expansion de la France, antérieure à l'Empire, et que la République lui avait léguée, a été un des caractères de la révolution. Les réflexions impartiales démontrent que c'est bien moins l'esprit d'agression de la République et l'ambition de l'Empire qu'il faut accuser, que la haine de l'Europe; il faut surtout accuser la logique des faits. Le monde ancien et le monde moderne se trouvaient en présence, une lutte devait en sortir. Est-ce que jamais, dans l'histoire, les grands progrès se font sans que la force vienne les sanctionner? Quel grand progrès a été acquis sans que, malheureusement, il ne fût arrosé par le sang? L'établissement du monde romain, sa chute, le christianisme, dont le fondateur a répandu volontairement son sang sur la croix, et, dans nos temps modernes, l'établissement de la Réforme, l'émancipation de l'Amérique, aujourd'hui même l'abolition de l'esclavage dans le nouveau monde? Comment la révolution, qui n'était pas seulement française, mais humanitaire, qui était la chute définitive du moyen âge et de la féodalité, pouvait-elle s'établir sans que le sang humain vint l'affirmer?

Que le progrès des idées sages rende ces luttes désormais impossibles, je le veux bien, je le désire vivement avec tous les amis de l'humanité; mais au temps de l'Empire, il ne pouvait en être ainsi.

Trouver un principe qui rende les guerres de plus en plus rares, qui, par un respect des droits de tous, établisse un juste et véritable équilibre, c'était le problème à résoudre. De là est née l'idée des nationalités. Ce principe, si on se dégage de tout parti préconçu, n'est point difficile à définir; il ne s'agit pas, pour le mieux combattre, de le faire reposer exclusivement sur tel ou tel élément isolé, il faut le juger dans son ensemble. Qu'est-ce qu'une nationalité? C'est une réunion de conditions d'origine, de race, de mœurs, de géographie, d'histoire, de langue, de religion, d'intérêts; il faut que cette nationalité soit dans la volonté de ceux qui la réclament; il faut, pour qu'un peuple soit digne de former une nationalité, qu'il sache s'affirmer par des sacrifices. Vouloir faire dire aux partisans

de ce principe qu'il est basé exclusivement sur une des conditions indiquées est absurde. Et quelle autre base peut-on admettre pour les rapports des peuples entre eux? L'état actuel, résultat de la force? Mais la force n'est point le droit, et s'il suffit pour un peuple d'être le plus fort, comment blâmer ceux qui cherchent à le devenir? Aujourd'hui les plus faibles, vous n'avez point de droit; mais si demain vous êtes les plus forts, le droit sera la conséquence de cette force! Est-il un principe plus subversif, n'est-ce pas un appel incessant à la force brutale, si le fait est l'unique source d'où vous puissiez tirer votre droit? Voyez les conséquences : l'état de l'Europe, en 1815, a été imposé par la force, la violence et la haine; il ne repose sur rien de vrai; c'est un faux équilibre, résultat des passions du moment, mélange du droit ancien avec le fait moderne, et vous voulez que ce soit là le point de départ d'un état de paix, qui ne peut être basé que sur la satisfaction des peuples.

Nous qui, il y a quelques années encore, restions les vaincus de 1815, vous vouliez nous forcer à adorer ces traités, ou, par un jeu de mots, vous vouliez bien nous permettre de les détester, tout en les observant.

L'idée des nationalités est non-seulement bonne en elle-même, mais il n'y en a point d'autre qui puisse servir à fonder les relations durables et pacifiques des peuples entre eux, ni assurer aucune stabilité pour l'avenir : car ce que la force a fait, la force peut le défaire. Est-ce à dire qu'il s'agit, de propos délibéré, de bouleverser l'Europe? A Dieu ne plaise; il s'agit, comme dans toute idée qui doit devenir pratique, de chercher le vrai, de le voir et de tâcher de s'en approcher le plus possible, successivement, avec modération toujours, dans la limite du droit, de ses forces et de ses intérêts, en comparant le but à atteindre avec les sacrifices possibles; voilà la politique étrangère.

Respecter les nationalités, ce n'est point méconnaître l'acheminement de l'humanité vers l'unité; mais il y aura toujours des diversités entre les groupes d'hommes, des besoins différents auxquels les nationalités doivent répondre.

Napoléon avait ces idées; personne ne les a mieux formulées que lui quand il disait :

« Une de mes plus grandes pensées a été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. » Énumérant les diverses nationalités de l'Europe, Napoléon ajoutait : « J'eusse voulu faire de

« chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec
« un tel cortège qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la
« bénédiction des siècles. Je me sentais digne de cette gloire. »

Pour rechercher les projets de Napoléon sur les différents peuples
qui demandent le droit de vivre et réclament leur place parmi les
nations civilisées, c'est lui seul qu'il faut laisser parler.

Il disait aux Polonais, le 12 juillet 1812 :

« Polonais, je penserais et j'agirais comme vous ; j'aurais voté
« comme vous dans l'assemblée de Varsovie ; l'amour de la patrie
« est la première vertu de l'homme civilisé. Si j'eusse régné lors du
« premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais
« armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire
« m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une
« partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toute-
« fois prolonger une guerre qui eût fait couler encore le sang de mes
« sujets. J'aime votre nation. Depuis seize ans j'ai vu vos soldats à
« mes côtés, sur les champs de bataille d'Italie comme sur ceux
« d'Espagne.

« J'applaudis à ce que vous avez fait, j'autorise les efforts que vous
« voulez faire ; je ferai tout ce qui dépendra de moi pour seconder
« vos résolutions. Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir
« l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits ; mais, dans
« des contrées si éloignées et si étendues, c'est entièrement dans l'u-
« nanimité des efforts de la population qui les couvre que vous pou-
« vez trouver l'espoir du succès. Je dois ajouter que j'ai garanti
« à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses domaines, et que je ne
« puis sanctionner aucune manœuvre ni aucun mouvement qui teu-
« draient à troubler la paisible possession de ce qui lui reste des pro-
« vinces de la Pologne. Faites que la Lithuanie, la Samogitie, Vitepsk,
« Mabilef, la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie, soient animées du
« même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la Providence
« couronnera votre bonne cause par des succès ; elle récompensera ce
« dévouement à votre patrie qui vous rend si intéressants et vous ac-
« quiert tant de titres à mon estime, et à ma protection pour tout ce
« qui dépendra de moi dans les circonstances. »

Vous reconnaissez ici, Messieurs, cette influence fatale que l'al-
liance autrichienne avait exercée sur l'esprit de l'Empereur ; ne fau-
drait-il pas lui reprocher comme une des plus funestes conséquences

de cette alliance, la non-reconstitution de la Pologne en 1812? Cette campagne de Russie, qui était comme le dernier combat du géant, n'eût-elle pas été un succès s'il avait pu organiser la Pologne et la reconstituer fortement avant de s'élancer vers les déserts glacés de la Moscovie?

Dans un autre moment, au moment où pour dompter l'Angleterre, Napoléon croyait devoir nouer une étroite alliance avec la Russie, une proposition odieuse lui fut faite : il s'agissait de s'engager à un abandon complet de la Pologne. Napoléon retint quelque jours son indignation, qui déborda ainsi devant une nouvelle proposition :

« Non, je ne veux pas me déshonorer en déclarant que le royaume
« de Pologne ne sera jamais rétabli ; me rendre ridicule en parlant
« le langage de la divinité ; flétrir ma mémoire en mettant le sceau à
« cet acte d'une politique machiavélique, car, c'est plus qu'avouer le
« partage de la Pologne que de déclarer qu'elle ne sera jamais réta-
« blie. Non, je ne puis prendre l'engagement de m'armer contre des
« gens qui m'ont bien servi, qui m'ont témoigné une bonne volonté
« constante et un grand dévouement. Je ne dirai pas aux Français :
« Il faut que votre sang coule pour mettre la Pologne sous le joug de
« la Russie. Si jamais je signais que le royaume de Pologne ne sera
« jamais rétabli, c'est que j'aurais l'intention de le rétablir, et l'in-
« famie d'une telle déclaration serait effacée par le fait même qui
« démentirait. »

Nous l'avons vu, parmi les objections qui étaient dans la pensée de Napoléon contre le rétablissement immédiat de la Pologne, il faut surtout placer ses illusions sur les avantages d'une alliance avec la maison d'Autriche. Combien Napoléon était plus dans l'inspiration vraie et les réalités de sa politique lorsqu'il disait aux Hongrois, en 1809 :

« Hongrois ! L'empereur d'Autriche, infidèle à ses traités, mécon-
« naissant la générosité dont j'avais usé envers lui, après trois guerres
« consécutives, et notamment après celle de 1805, a attaqué mes ar-
« mées. J'ai repoussé cette injuste agression. Le Dieu qui donne la
« victoire et qui punit l'ingrat et le parjure a été favorable à mes
« armes : je suis entré dans la capitale de l'Autriche et je me trouve
« sur vos frontières. C'est l'empereur d'Autriche, et non le roi de
« Hongrie, qui m'a déclaré la guerre ; par vos constitutions, il n'aurait

« pu le faire sans votre consentement. Votre système constamment
« défensif et les mesures prises par votre dernière diète ont fait assez
« connaître que votre vœu était pour le maintien de la paix.

« Hongrois ! Le moment est venu de recouvrer votre indépen-
« dance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre
« liberté et de vos constitutions, soit telles qu'elles ont existé, soit
« modifiées par vous-mêmes, si vous jugez que l'esprit du temps et
« les intérêts de vos concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous ;
« je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre
« union avec l'Autriche a fait votre malheur. Votre sang a coulé pour
« elle dans des régions éloignées, et vos intérêts les plus chers ont
« été constamment sacrifiés à ceux de ses états héréditaires. Vous for-
« miez la plus belle partie de son empire et vous n'étiez qu'une pro-
« vince toujours asservie à des passions qui vous étaient étrangères.
« Vous avez des mœurs nationales, une langue nationale ; vous vous
« vantez d'une illustre et ancienne origine : reprenez donc votre exis-
« tence comme nation. Ayez un roi de votre choix, qui ne règne que
« par vous, qui réside au milieu de vous, qui ne soit environné que de
« vos citoyens et de vos soldats. Hongrois ! Voilà ce que vous de-
« mande l'Europe entière qui vous regarde ; voilà ce que je vous de-
« mande avec elle. Une paix éternelle, des relations de commerce,
« une indépendance assurée, tel est le prix qui vous attend, si vous
« voulez être dignes de vos ancêtres et de vous-mêmes.

« Vous ne repousserez pas ces offres libérales et généreuses, et
« vous ne voudrez pas prodiguer votre sang pour des princes faibles,
« toujours asservis à des ministres corrompus et vendus à l'Angle-
« terre, à cet ennemi du continent, qui a fondé ses prospérités sur le
« monopole et sur nos divisions.

« Réunissez-vous en diète nationale dans les champs de Rakos, à
« la manière de vos aïeux, et faites-moi connaître vos résolutions. »

Ces citations ne seraient pas complètes si je ne rappelais l'opinion
de l'Empereur sur l'Italie, sur cette question bien avancée par les
triomphes de son successeur, mais encore irrésolue dans quelques-
unes de ses conséquences.

On lit dans les diétées de Sainte-Hélène :

« Napoléon voulait recréer la patrie italienne, réunir les Vénitiens,
« les Milanais, les Piémontais, les Génois, les Toscans, les Parme-
« sans, les Modénois, les Romains, les Napolitains, les Siciliens, les
« Sardes, dans une seule nation indépendante, bornée par les Alpes,

« les mers Adriatique, d'Ionie et Méditerranée. C'était le trophée
« immortel qu'il élevait à sa gloire. Ce grand et puissant royaume
« aurait contenu la maison d'Autriche sur terre et sur mer ; ses
« flottes réunies à celles de Toulon auraient dominé la Méditerranée
« et protégé l'ancienne route du commerce des Indes par la mer
« Rouge et Suez. Rome, capitale de cet État, était la ville éternelle,
« couverte par les trois barrières des Alpes, du Pô et des Apennins,
« plus à portée que toute autre des trois grandes îles. Mais Napoléon
« avait bien des obstacles à vaincre. Il avait dit à la consulte de
« Lyon : Il me faut vingt ans pour rétablir la nation italienne. »

« Trois choses s'opposaient à ce grand dessein : 1° les possessions
« qu'avaient les puissances étrangères ; 2° l'esprit de localité ; 3° le
« séjour des papes à Rome.

« Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis la consulte de Lyon que
« le premier obstacle était entièrement levé ; aucune puissance étran-
« gère ne possédait plus rien en Italie, elle était sous l'influence im-
« médiate de l'Empereur ; la destruction de la république de Venise,
« du roi de Sardaigne, du grand-duc de Toscane, la réunion à l'Eur-
« pire du patrimoine de saint Pierre, avaient fait disparaître le se-
« cond obstacle ; comme ces fondeurs qui, ayant à transformer
« plusieurs pièces de petit calibre en une seule de 48, les jettent
« d'abord dans le haut-fourneau pour les décomposer, les réduire en
« fusion, de même les petits États avaient été réunis à l'Autriche ou
« à la France pour être réduits en éléments, perdre leurs souvenirs,
« leurs prétentions et se trouver préparés au moment de la fonte.
« Les Vénitiens, réunis pendant plusieurs années à la monarchie
« autrichienne, avaient senti toute l'amertume d'être soumis aux
« Allemands. Lorsque ces peuples rentrèrent sous la domination ita-
« lienne, ils ne s'inquiétèrent pas si leur ville serait la capitale, si
« leur gouvernement serait plus ou moins aristocratique. La même
« révolution s'opéra en Piémont, à Gènes, à Rome, brisée par le
« grand mouvement de l'empire français.

« Il n'y avait plus de Vénitiens, de Piémontais, de Toscans ; tous
« les habitants de la Péninsule n'étaient plus qu'Italiens ; tout était
« prêt pour créer la grande patrie italienne. »

La tradition napoléonienne doit évidemment être différente au-
jourd'hui dans ses moyens, mais le but doit rester le même ; nous
n'avons plus la force ni le désir d'imposer à l'Europe nos volontés ;
les temps sont changés ; c'est en elle et dans les alliances des peuples

libéraux qu'il faut chercher nos appuis. Mais derrière ces théories qui veulent emprisonner le génie de la France ! Aujourd'hui, nos plus grandes victoires à l'étranger seront toujours les peuples émancipés, les nationalités reconnues. Ce sont là les grandes traces que nous avons gravées dans le cœur des peuples, malgré nos malheurs.

Citons encore Napoléon :

« Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mé-
« lée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la
« tête de toute l'Europe et pourra tenter tout ce qu'il voudra. »

L'émancipation des colonies anglaises, de l'Amérique du Nord, la fondation d'un grand État républicain au delà de l'Océan, encouragée par l'appui de la France, était un glorieux héritage légué par le gouvernement de Louis XVI, où l'on avait vu la partie saine et généreuse de la noblesse française accourir à la défense de la liberté du nouveau monde, comme plus tard elle sut apporter sur l'autel de la patrie ses immunités et ses privilèges : c'est à Rochambeau et à Lafayette, avec leurs six mille Français, qu'est due en partie la fondation des États-Unis.

Ce grand peuple du Nord n'a point oublié les services rendus, et le nom de la France lui est resté sympathique. Napoléon entrevit bien vite tout ce que la fondation d'un puissant État libre, au-delà des mers, avait de favorable aux intérêts et à la politique de la France. Développer un État avec lequel nous ne pouvons avoir aucune discussion ni de frontière ni de suprématie, qui peut et doit être notre allié naturel ; commerçant ; produisant des matières premières que nous ne pouvons pas demander à nos climats, achetant nos produits manufacturés que sa civilisation naissante ne lui permet pas de produire ; puissant par sa marine ; ne pouvant être, je le répète, que l'allié de la France : toutes ces considérations décidèrent Napoléon à faire de l'amitié des États-Unis un axiome de sa politique.

Il savait que les démocraties sont surtout sensibles aux bons procédés, et que pour se les attacher, il ne suffit pas de s'adresser à leurs intérêts, mais qu'il faut aussi parler à leurs sentiments généreux. A la nouvelle de la mort de Washington, le 15 décembre 1799, Napoléon prit le deuil et le fit porter à toute l'armée par l'ordre du jour suivant :

« Washington est mort ! Ce grand homme s'est battu contre la
« tyrannie ; il a consolidé la liberté de sa patrie. Sa mémoire sera tou-
« jours chère au peuple français, comme à tous les hommes libres

« des deux mondes, et spécialement aux soldats français qui, comme lui et ces soldats américains, se battent pour l'égalité, la liberté. »

Il va plus loin, alors qu'en 1803 il cède la Louisiane. Céder un territoire français pour de l'argent, replier le drapeau tricolore, abandonner toute possession territoriale de la France dans le nouveau-monde pouvait paraître aux esprits étroits des concessions bien grandes faites aux États-Unis : mais ici encore on retrouve ce coup d'œil d'aigle, cet esprit prompt, qui ne marchande pas sur les détails et va droit au but. Cette question de la Louisiane soulevait quelques nuages entre la France et l'Amérique : Napoléon la tranche dans le sens de la modération, de la sagesse et des vrais intérêts français ; et lui dont on ne saurait certes accuser la politique étrangère de faiblesse, il vend pour 80 millions nos territoires aux États-Unis.

Napoléon explique ainsi cet acte devant le conseil d'État, en 1804 :

« Je prévois que la France sera forcée de renoncer à ses colonies « de l'Océan. Toutes celles de l'Amérique deviendront avant cinquante ans le domaine des États-Unis. C'est cette considération qui « a déterminé la cession de la Louisiane. »

Ce fait me paraît important ; et, rapprochement frappant l'ambassadeur extraordinaire qui, de concert avec le représentant des États-Unis à Paris, M. Livingston, traite de l'acquisition de la Nouvelle-Orléans et de la Louisiane et signe le traité moins de vingt jours après son arrivée, malgré des irrégularités dans les pleins pouvoirs, c'est M. Monroe, le célèbre homme d'État qui a donné son nom à la doctrine posant en principe que les gouvernements d'Europe ne doivent point posséder de territoire dans l'Amérique du Nord. La vie de Napoléon est pleine de ces rapprochements si instructifs et si curieux. Faisons des vœux pour l'apaisement de l'Union américaine ; et ne nous laissons pas entraîner par ces arguments fallacieux qui voudraient transformer une révolte condamnée par le droit, la raison, les intérêts, soutenue avec courage, mais qui n'est que l'effort injustifiable d'une aristocratie de quelques milliers de propriétaires d'hommes, au nom de l'esclavage, contre la constitution la plus libérale et la mieux respectée par le pouvoir qu'il y ait au monde.

Rechercher les sentiments religieux de Napoléon, étudier ses idées sur ces grands problèmes qui devaient préoccuper aussi bien le penseur que l'homme politique, nous devons le faire, quelles que soient nos hésitations. Plus ces questions préoccupent les esprits au mo-

ment où nous parlons, et plus il nous a paru nécessaire de dégager les opinions de Napoléon sur un pareil sujet.

Napoléon était religieux d'une façon générale et élevée, mais il est difficile de rattacher ses convictions à une religion formulée. Né catholique, nous ne trouvons pas de trace de préoccupation religieuse dans les premières années de son existence. Joseph, dans une de ses lettres, dit qu'il était « élève de Platon et des philosophes. » Avant qu'il ne fût maître de la Révolution, il partageait évidemment les idées philosophiques de tous les partisans du nouveau régime ; chef d'Etat il ne suivit les prescriptions d'aucun culte et refusa même au pape Pie VII, pour lequel il avait une affectueuse vénération, de communier lors du sacre et du couronnement. A Sainte-Hélène seulement, il appela les secours d'un prêtre, voulant peut-être donner ainsi un grand exemple d'humilité, et témoigner de la force du sentiment religieux quand il est dégagé de toutes considérations terrestres.

Dans les campagnes d'Italie, le général Bonaparte se montrait tolérant et même respectueux pour le culte de ses pères ; jamais nous n'y trouvons trace d'une persécution. En Égypte, en Syrie, alors qu'il entrevoyait les Indes comme le but de cette guerre, il voulut se servir de la foi musulmane. Ses longues conférences avec les chefs de al foi de Mahomet et ses proclamations en sont la preuve. Devenu consul, un grand désir d'apaisement, de réunion de tous les Français, lui inspire l'idée d'un arrangement avec l'Église : il fait le Concordat.

Ces conduites si différentes s'expliquent cependant ; il avait la conviction de la nécessité des idées religieuses, qui moralisent une nation, qui servent de frein aux passions, qui élèvent l'âme des peuples comme celle des individus ; mais il n'attachait pas une grande importance aux formes qu'elles revêtent et qui dépendent de motifs si divers.

Le Concordat ne fut pas l'affirmation de telle ou telle religion ; nous le répétons, ce fut un acte d'apaisement ; Napoléon le fit au milieu de difficultés infinies ; comme toutes les œuvres de transaction, il ne satisfait complètement personne, ni les philosophes, ni les catholiques, mais il rétablit beaucoup de calme dans les consciences.

Eût-il pu, profitant du renversement de tous les cultes en France, laisser s'établir une séparation complète entre l'Église et l'État ? Aujourd'hui, beaucoup de bons esprits peuvent le croire. Le restaura-

teur de l'ordre social, croyant qu'une religion était indispensable à un peuple civilisé, prit celle qui existait encore incontestablement dans la grande majorité du peuple, et la rétablit, non sans beaucoup d'obstacles, mais du moins en sauvegardant les droits de la société moderne et du pouvoir laïque, et la forçant à ne pas méconnaître la liberté de conscience, l'égalité des religions, le mariage civil, la suppression de tous les privilèges ecclésiastiques.

Plaçons-nous, pour apprécier le Concordat, en 1802, et rappelons-nous que, à côté de stipulations générales et permanentes il s'agissait de faire reconnaître par la cour de Rome deux faits transitoires de la plus haute importance : la vente des biens du clergé, et la sortie de l'Église des prêtres qui avaient rompu leurs vœux. Il me semble qu'en appréciant aujourd'hui le Concordat, on oublie trop facilement le succès que Napoléon obtint sur ces deux points acquis aujourd'hui, non pour la France et pour lui-même, qui pouvaient peut-être s'en passer, mais pour la cour de Rome qu'il força à écouter le langage de la raison. Et quand nous voyons aujourd'hui l'impuissance des plus grands États à obtenir, dans l'intérêt même de la religion, les plus minces concessions, non pas dans les questions de dogme, mais dans les questions politiques, avouons que le premier Consul fut bien fort et bien habile.

Si un certain doute peut planer sur ses opinions religieuses, que Napoléon n'a nulle part nettement formulées ; si l'on peut croire que ses préférences pour telle ou telle religion ont été changeantes, un point sur lequel il n'est pas possible d'avoir le moindre doute, c'est la nécessité de supprimer le pouvoir temporel des papes. Ici, les preuves abondent : lettres, discours, déclarations, faits.

Le 17 mai 1809, Napoléon donne l'ordre à son ministre des relations extérieures de lui faire un rapport précédant le décret qui retire Rome au pape. Il écrit lui-même la minute du document d'où j'extrais les passages suivants :

« Les armées françaises sont à Naples et dans la haute Italie ;
« elles se trouvent coupées par les États du Pape. La première pensée de Sa Majesté fut de laisser au Pape sa puissance temporelle,
« ainsi que l'avait fait Charlemagne, en lui demandant de contracter, comme souverain, une alliance offensive et défensive avec le
« royaume de Naples et celui de l'Italie, pour l'intérêt de la presqu'île. Le Pape refusa.....

« Il aurait fallu se résoudre à voir Rome devenir le refuge des

« brigands, suscités ou vomis par nos ennemis dans le territoire de
« Naples. De là vient la nécessité de l'occupation militaire.....

« Pendant des siècles, les fondateurs de notre religion n'ont point
« été rois. Il n'est aucun docteur, aucun historien de bonne foi qui
« ne convienne que la puissance temporelle des Papes a été funeste
« à la religion. Si des dissensions ont si longtemps agité l'intérieur
« de la France, la cause en était non dans le pouvoir spirituel, mais
« dans le pouvoir temporel de Rome. Si de grandes nations se sont
« séparées de l'Eglise, la cause en était encore dans l'abus du pou-
« voir de Rome.

« S'ils sont les successeurs de Jésus-Christ, ils ne peuvent exer-
« cer d'autre empire que celui qu'ils tiennent de lui, et son empire
« n'était pas de ce monde.....

« Si Sa Majesté ne fait pas ce que seule elle pourrait faire, elle
« laissera à l'Europe des semences de discussions et de discordes.
« La postérité, en la louant d'avoir rétabli le culte et relevé les au-
« tels, la blâmera d'avoir laissé l'Empire, c'est-à-dire la plus grande
« majorité de la chrétienté, exposée à l'influence de ce mélange bi-
« zarre, contraire à la religion et à la tranquillité de l'Empire. Cet
« obstacle ne peut être surmonté qu'en séparant l'autorité tempo-
« relle de l'autorité spirituelle... »

Voici les considérants du décret qui supprime le pouvoir temporel :

« Considérant que lorsque Charlemagne, empereur des Français
« et notre auguste prédécesseur, fit donation de plusieurs comtés aux
« évêques de Rome, il ne les leur donna qu'à titre de fiefs, et pour
« le bien de ses États ; et que, par cette donation, Rome ne cessa
« pas de faire partie de son Empire ;

« Que, depuis, ce mélange d'un pouvoir spirituel avec une auto-
« rité temporelle a été, comme il l'est encore, une source de discus-
« sions, et a porté trop souvent les pontifes à employer l'influence de
« l'un pour soutenir les prétentions de l'autre ; qu'ainsi les intérêts
« spirituels et les affaires du ciel, qui sont immuables, se sont tron-
« vés mêlés aux affaires terrestres qui, par leur nature, changent se-
« lon les circonstances et la politique des temps ;

« Que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de
« nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité
« et l'intégrité de notre empire avec les prétentions temporelles des
« Papes, n'a pu se réaliser.

« Nous avons décrété, etc. »

L'avenir a-t-il assez justifié les prévisions de Napoléon? Ne sentez-vous pas, à ces luttes soulevées par le pouvoir temporel des Papes, qu'il s'agit aujourd'hui pour tous les partisans de la liberté et de l'esprit moderne, d'enlever cette dernière forteresse du moyen âge? Rome aux mains du Pape, c'est le foyer de la réaction contre la France, contre l'Italie, contre notre société singuliers catholiques que ceux qui veulent faire dépendre l'avenir de la religion d'un pouvoir temporel maintenu à Rome par la force! Je ne connais pas d'opinion plus dangereuse, plus blessante, plus humiliante pour le catholicisme; s'il était vrai que la religion ne pût reposer que sur la force, un grand deuil devrait se faire dans l'âme non-seulement des catholiques, mais de tous les hommes sincèrement religieux.

L'étude la plus difficile, celle qui nous donne les meilleurs enseignements, qui passionne et entraîne, parce que dans le passé on voit poindre l'avenir, parce que ce n'est point une étude purement historique, mais qu'elle touche à des problèmes d'organisation intérieure non complètement résolus, c'est ce qui nous reste à développer.

Les méditations de l'île d'Elbe avaient fait de Napoléon un homme nouveau; il avait abandonné, ainsi qu'il le dit dans le préambule de l'Acte Additionnel, ses idées de domination universelle; c'était sur la France et sur l'amélioration de ses institutions intérieures que se portaient les ressources de son génie; mais le fil conducteur, il faut le retrouver dans un court espace de cent jours, au milieu des préparatifs d'une dernière lutte. Nous avons pour cela ce qu'il a fait pendant l'empire vraiment constitutionnel, et ce qu'il a dit à Sainte-Hélène. Ne cédon pas à cet esprit de dénigrement qui veut faire du grand homme le comédien de la liberté, qui donne par faiblesse et entraînement; non : tout le passé de Napoléon proteste contre cette calomnie; il ne falsait jamais que ce qu'il voulait, et il savait le faire complètement.

Quelle pouvait être l'héritière de la gloire, sinon la liberté?

Médiateur entre l'ancien monde et le nouveau, il dit :

« Quelle fatalité que l'on ne se soit pas tenu à mon retour de l'île d'Elbe! Les rois et les peuples m'ont craint, ils ont eu tort. Je revenais un homme nouveau. Ils n'ont pu imaginer qu'un homme eût l'âme assez forte pour changer son caractère. Qui ne sait que je ne suis pas un homme à demi-mesures? L'Europe ne cessa jamais de faire la guerre à la France, à ses principes et à moi; il nous fallait l'abattre, sous peine d'être abattus. La coalition exista tou-

« jours, publique ou secrète, avouée ou démentie, elle fut toujours
« en permanence. »

Et puis, après un moment d'hésitation, presque de regret et de reproche à lui-même, il développe l'idée que, s'il avait moins cru aux rois et plus émancipé les peuples, il régnerait encore.

La bonne foi de Napoléon fut si entière, qu'elle lui fit donner le seul exemple de faiblesse de sa vie : il ne voulut rien tenter contre la Chambre de 1815, à l'esprit faux, étroit et pervers. Ayant pour lui l'armée et le peuple, il pouvait leur faire un appel suprême, et il n'est permis à personne de prévoir d'une façon certaine le résultat de l'alliance d'un grand peuple et d'un grand dictateur dont les passions et les facultés réciproques eussent été surexcitées. Son passé l'en empêcha ; il sentit que, plus que tout autre, il devait être modéré, et la dictature du passé affaiblit la résistance du présent ; il ne voulut pas et préféra se vouer à un second exil.

Tous ses actes, toutes ses paroles, depuis le 1^{er} mars 1815, témoignent de ses préoccupations pour cette alliance avec la liberté. Il dit à Las Cases : « La France, l'Angleterre et les États-Unis d'Amé-
« rique, voilà le trépied d'où jaillira la lumière du monde ; » et cela il le disait à Sainte-Hélène, prisonnier des Anglais.

« Cette ère mémorable se rattachera, quoi qu'on ait voulu dire, à
« ma personne ; aussi, même quand je ne serai plus, je demeurerai
« encore pour les peuples l'étoile polaire de leurs droits ; mon nom
« sera le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espé-
« rances. »

C'est encore vrai aujourd'hui.

« Avec l'école de Fox, nous nous serions entendus..... Nous eus-
« sions accompli, maintenu l'émancipation des peuples, le règne des
« principes ; nous eussions gouverné le monde ou par la force ou par
« la persuasion. Oui, encore une fois, que de mal nous avons fait,
« que de bien nous pouvions faire ! »

Dans son langage le plus élevé comme le plus familier, toujours ce rapprochement avec la liberté ; il se rappelle ces mots d'une de ses lettres à Lucien : « Les femmes sont souvent royalistes. Ce n'est pas
« étonnant, la liberté est une femme plus jolie qu'elles qui les
« éclipse. »

Il dit encore

« De retour en France, au sein de la patrie, grande, forte, magni-
« fique, tranquille, glorieuse, j'eusse proclamé ses limites inamua-

« bles ; toute guerre future purement défensive, tout agrandissement
« nouveau anti-national. J'eusse associé mon fils à l'Empire ; ma dic-
« tature était finie et le règne constitutionnel commençait. Paris eût
« été la capitale du monde et les Français l'envie des nations. »

La liberté souvent est un mot vague qui s'interprète diversement : quelle interprétation voulait lui donner Napoléon ? Les rois de France revenus avec l'étranger ont parlé aussi de liberté ; mais ils n'ont voulu que refaire le passé. Il m'a toujours semblé que la liberté rêvée par Napoléon était bien plus celle qui s'appliquait à tous, dont tous pouvaient profiter, que cette liberté restreinte au petit nombre et qui n'est qu'un privilège octroyé ; les points caractéristiques de l'une sont : le suffrage universel loyalement appliqué, la liberté complète de la presse sous le droit commun, et le droit de réunion ; ceux de l'autre, au contraire : le suffrage restreint à un petit nombre de privilégiés, un code spécial pour la presse, la négation du droit de réunion, le tout se résumant dans l'omnipotence d'une réunion de privilégiés qui s'appelle le Parlement. Ne sont-ce pas là les traits saillants de ces deux formes de la liberté intérieure ? J'aime la liberté sous toutes ses formes, mais je ne vous dissimulerai pas ma préférence marquée pour ce que j'appelle la liberté de tous ; elle me semble plus conforme à l'esprit de mon pays ; oui, je préfère la liberté et une politique influencée par l'opinion publique libre, manifestée par la presse et les réunions, à des ministres, résultant souvent d'une coterie parlementaire qui s'impose au souverain. On cède plus facilement à la volonté d'un peuple qu'à une coalition souvent négative. Ne nous faisons pas illusion sur les conséquences de la liberté restreinte ; quelle est la grande idée que les classes privilégiées auraient, je ne dis pas inspirée, mais même acceptée ? Est-ce la guerre d'Italie ? Est-ce la liberté commerciale ? Est-ce l'amnistie de 1859 ? Sera-ce, dans l'avenir, la suppression du pouvoir temporel ? Non.

L'histoire nous apprend que les assemblées omnipotentes, inspirées par le souffle populaire, renversent tous les obstacles, comme la Convention ; mais quand cette puissante impulsion leur fait défaut ou qu'elles ne la suivent pas, elles deviennent profondément conservatrices même des abus, et souvent réactionnaires ; telles ont été nos assemblées depuis cinquante ans. Mais, pour réformer sans renverser, pour bâtir un ordre de choses qui assure l'avenir, pour donner une organisation définitive à la démocratie, cette nécessité de notre temps, le rôle transitoire des Chambres n'est-il pas celui d'un con-

trôle sérieux et non d'une action gouvernementale omnipotente que le souverain et le peuple n'aiment pas à subir ?

Quand la démocratie sera complètement organisée, alors le Parlement pourra voir ses prérogatives considérablement augmentées ; mais, jusque-là, laissez moi croire que, pour une marche ferme vers le progrès, pour réformer radicalement sans renverser, pour édifier avec sagesse et persévérance, un pouvoir fort, des libertés complètes pour tous et le contrôle des Chambres, telle est la vraie formule de la liberté pour la France. Repoussons ces comparaisons humiliantes de la fausse liberté comme en Autriche, en Turquie ; soyons sévères envers nous-mêmes, sachons bien ce que nous désirons avoir de liberté, mais ne rabaissons pas notre pays par des comparaisons qui outragent à la fois notre honneur et la vérité.

C'est dans le sens le plus large que la liberté de la presse fut établie en 1815 : dans une conversation de Napoléon avec Benjamin Constant, rapportée par ce dernier, qui ne fut jamais l'ami de l'Empereur, qui était l'hôte intime de la petite église opposante de Coppet, on trouve ces paroles :

« A ma rentrée, de Cannes ici, je n'ai point conquis, j'ai administré ; aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi ;
« il y a sympathie entre nous. Ce n'est pas comme avec les privilégiés : la noblesse m'a servi ; j'ai eu les plus grands noms ; mais il n'y a jamais eu sympathie. Le cheval faisait des courbettes, il était bien dressé, mais je le sentais frémir. Avec le peuple, c'est autre chose : la fibre populaire répond à la mienne. Je suis sorti des rangs du peuple, ma voix agit sur lui... Apportez-moi vos idées.
« Des élections libres ! des discussions publiques ! des ministres responsables ! la liberté ! je veux tout cela !... La liberté de la presse surtout ; l'étouffer est absurde, je suis convaincu sur cet article ! »

Dans la discussion du conseil d'Etat, il répond à ceux qui veulent restreindre la liberté de la presse :

« C'est apparemment pour vous autres que vous voulez défendre ou gêner cette liberté ; car, pour moi, désormais je demeure étranger à tout cela. La presse s'est épuisée sur moi en mon absence ; je la défie bien à présent de produire rien de neuf contre moi. »

Fine allusion à ces subalternes si empressés à mettre le Gouvernement à l'abri de la moindre attaque, mais qui, dans leur faux dévouement et leurs exagérations intéressées, ne cherchent qu'un moyen

de dissimuler au public et au souverain leur insuffisance et leurs fautes !

Comment ne pas croire que Napoléon avait compris que la liberté seule élève les caractères, que le despotisme les abaisse toujours ? N'avait-il pas l'exemple de 1814 ? Son gouvernement plus que tout autre pouvait supporter la liberté parce qu'elle l'eût affermi ; ses racines étaient assez profondes pour résister à ce qui pouvait renverser d'autres dynasties.

Avec la fin de la guerre devait aussi se modifier notre centralisation excessive. Napoléon explique bien que c'était un levier pour avoir la France dans sa main contre l'étranger, mais que ce ne pouvait être un système permanent ; pour bien fonder la liberté politique, il faut des libertés civiles ; un peuple libre doit se composer d'individualités indépendantes, avec leur entier développement, et non de grains de sable qui ne sont agrégés que par le ciment de l'administration, et qui tombent en poussière et laissent tout crouler quand ce ciment vient à leur manquer.

Ah ! laissez-moi m'abandonner avec joie et conviction au spectacle unique que ce grand homme pouvait donner ! Il lui était permis de reculer les horizons de la grandeur humaine, les yeux fixés sur l'étoile de la liberté ; tels ces navigateurs qui dans l'immensité découvrent des mondes nouveaux, le regard tourné vers le ciel et non vers la terre. Napoléon dit ces paroles : « Dites à mon fils qu'il se rappelle avant tout qu'il est Français, qu'il donne à la nation autant de liberté que je lui ai donné d'égalité. »

J'ai parcouru devant vous les différentes phases de la vie de Napoléon. Sainte-Hélène surtout m'a séduit et attaché, mélange de souvenirs, d'espérances et de poignantes douleurs ! Ainsi Napoléon s'y peint lui-même :

« L'univers nous contemple ; nous demeurons les martyrs d'une cause immortelle ! Des millions d'hommes nous pleurent ; la patrie soupire, et la gloire est en deuil ! Les vœux des nations sont pour nous. Si je ne considérais que moi, peut-être aurais-je à m'en réjouir ; les malheurs ont aussi leur héroïsme et leur gloire ! L'adversité manquait à ma carrière ; si je fusse mort sur le trône, dans les nuages de la toute-puissance, je serais demeuré un problème pour bien des gens ; aujourd'hui, grâce au malheur, on pourra me juger à nu. »

La France ne fut jamais ingrate envers son héros ; elle l'acclama.

et toujours les droits des Napoléons ont eu leur source dans les votes du peuple français; jamais aucun autre nom n'a été acclamé depuis cinquante ans, quand le peuple, dans son universalité, a été appelé à se choisir un chef; voilà nos parchemins, je les rappelle avec un légitime orgueil. La grande ombre de Napoléon plane sur la France, elle protège ses successeurs.

L'organisation de la démocratie est le problème de l'avenir; partout tombent les aristocraties, les bonnes comme les mauvaises, en Pologne comme aux États-Unis; c'est à la France, à la grande nation qu'il appartient de résoudre cette nécessité de l'avenir, parce qu'elle est toujours la nation initiatrice, par son passé comme par son génie.

Me suis-je laissé trop entraîner par mon émotion profonde? Pouvait-il en être autrement en parlant de Napoléon, de ses frères, dans ce lieu, dans ces circonstances? Depuis longues années, mon esprit est obsédé par ces fausses interprétations que font de Napoléon ceux qui ne veulent voir en lui que l'agent d'une réaction d'intérêts effrayés, de mesquines passions à satisfaire, tandis qu'il est l'initiateur de toutes les grandes idées et du progrès. Voilà sa vraie tradition.

O Corses! nous devons nous comprendre! Nous avons le même espoir, la même foi dans le triomphe de ces principes inséparables: les nationalités, la grandeur de la patrie, la liberté! Ma tâche est remplie si, comme moi, vous êtes convaincus que la mission de Napoléon était de conduire par la dictature à l'émancipation.

